
POUR QU'IL Y AIT UNE VERITABLE PAIX IL FAUT RETABLIR LA VERITE

Rabah Benlatrèche

On parle en Algérie de la nécessité de résolution du conflit qui secoue l'Algérie. Quelles sont selon vous la nature et les origines de ce conflit ?

Le conflit que nous vivons en Algérie est essentiellement politique, son origine remonte au moins à l'époque du Congrès de Tripoli en 1962.

Si à l'époque, les partisans du parti unique mis au pas par les militaires trouvaient sujet d'argument pour la sauvegarde de l'unité du peuple, l'usurpation du pouvoir par un clan appuyé par l'armée des frontières n'avait pas d'excuse. C'est la première entorse au Congrès de la Soummam de 1956 qui a consacré la primauté du politique sur le militaire. C'est le commencement du dilemme.

Il est important de clarifier certains concepts. Que signifie pour vous la notion de réconciliation nationale ? La voyez-vous comme un processus, un résultat final ou les deux à la fois ? Quels sont les critères qui permettent de distinguer un vrai processus de réconciliation d'un faux ?

La notion de réconciliation nationale est à la fois un processus et un résultat.

Mais remettons d'abord les pendules à l'heure. L'idée de la réconciliation nationale n'émane pas du président Bouteflika ; au contraire, il s'en sert en la détournant de son véritable sens. L'idée de la réconciliation nationale remonte à 1995, à la fameuse rencontre de Sant' Egidio à Rome. Les initiateurs et les artisans de cette initiative avaient conclu la règle de ne jamais recourir à la violence soit pour arriver au pouvoir soit pour s'y maintenir. Dans l'esprit des initiateurs, la réconciliation concerne le pouvoir en place et les partis politiques les plus représentatifs (FFS, FLN, FIS, PT et Al-Islah). C'était un résultat parce que le processus n'est venu qu'à la suite d'une insurrection qui comptait déjà des dizaines de milliers de morts, de disparus, de veuves, et d'orphelins, avec une économie complètement en ruine par la destruction des infrastructures. Malheureusement le pouvoir militaire de l'époque refusait d'admettre ce processus inéluctable.

En fin de compte Bouteflika n'a fait que reconnaître l'évidence avec dix ans de retard

dont six ans de son pouvoir. La réconciliation que propose Bouteflika est aussi dangereuse que le refus des militaires en 1995. Dans l'esprit de Bouteflika, la réconciliation nationale c'est le peuple qui se réconcilie avec lui-même, comme si le peuple avait fait la guerre avec lui-même.

C'est dans le même sens qu'il envisage l'amnistie générale.

Le flou cultivé à dessein autour de cette notion risque d'entraîner des conséquences graves, car il remet la conflagration à plus tard.

Le jeu diabolique des zaouïates, des ourouches, des comités de soutien du président, qui n'ont aucune légalité juridique, n'est qu'une manœuvre pour suppléer les partis politiques légaux.

On joue sur la fibre sentimentale du peuple autour du pardon, de la paix et de la fraternité entre le peuple sans que ce dernier ne comprenne les causes et les effets macabres de douze années de gestion de crimes, de tortures, de disparitions et d'Etat de non droit.

Pour qu'il y ait une véritable paix il faut rétablir la vérité sur le sort des disparus, il faut désigner les auteurs, il faut composer avec les partis sans exclusive aucune.

D'après vous, qu'évoque la notion de « réconciliation nationale » pour le citoyen algérien ?

Pour le citoyen, la réconciliation nationale c'est le rétablissement de la paix, c'est le règlement du problème des disparus et des ayants droits, c'est l'emploi, c'est la levée de l'état d'urgence, c'est la reconstruction du pays, c'est le logement, c'est la quiétude et la tranquillité de la vie.

Que peut évoquer la « réconciliation nationale » dans l'esprit des tenants du pouvoir algérien ?

Dans l'esprit des tenants du pouvoir, la réconciliation nationale c'est tourner la page, oublier ce qui s'est passé durant douze années de cauchemar sans chercher à connaître ni les causes ni les responsables de cette tragédie.